



THE WORLD BANK



Stolen Asset Recovery Initiative

The World Bank • UNODC



UNODC

United Nations Office on Drugs and Crime

Fiche d'information : le rapport intitulé « Public Office, Private Interests: Accountability through Income and Asset Disclosure » aborde le thème des postes publics, des intérêts privés et de la responsabilisation par la déclaration des avoirs

Importance de l'étude

L'étude intitulée « Public Office, Private Interests: Accountability through Income and Asset Disclosure » (Postes publics, Intérêts privés : responsabilisation par la déclaration des avoirs et des revenus) fait valoir que les systèmes de déclaration des informations financières sont essentiels à la lutte contre la corruption. La déclaration des avoirs et des revenus contribue à créer un climat d'intégrité au sein de l'administration publique, incite les citoyens à avoir confiance dans les hauts fonctionnaires et, en fin de compte, prévient et permet de détecter l'exploitation des charges publiques à des fins privées. La contribution que peuvent avoir ces systèmes aux efforts plus généraux de lutte contre la corruption, en termes de prévention, de détection et de poursuite des actes de corruption n'a, pour l'essentiel, pas été exploitée. En donnant une description générale des différents types de systèmes de déclaration des avoirs et des revenus (Income and Assets Disclosure – IAD), ce guide cherche à mieux faire connaître ce domaine et à donner des orientations aux responsables de l'action publique et aux praticiens en vue de la constitution des capacités et des liens institutionnels qui sont nécessaires à leur application.

La publication se compose de deux volumes :

- Le **Volume I** est destiné aux décideurs et aux praticiens concernés par les questions de déclaration des avoirs et des revenus, ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux outils et aux procédures de lutte contre la corruption. Le guide examine : les modalités institutionnelles et les cadres réglementaires des systèmes IAD, la portée et la couverture de ces systèmes, et les capacités institutionnelles dont ont besoin les organismes d'exécution pour s'acquitter de leur mission.
- Le **Volume II** examine les systèmes IAD de dix économies (Argentine ; Croatie ; États-Unis ; Guatemala ; Indonésie ; Jordanie ; Mongolie ; République kirghize ; Rwanda et Slovénie) et d'une région administrative spéciale (RAS de Hong Kong, Chine).

Principales conclusions

- **Le contexte et les objectifs sont importants** : pour qu'un système IAD soit efficace, il est essentiel d'adapter sa conception et de veiller avec soin à son application
- **L'adaptation du système revêt une importance cruciale** : la portée et la couverture d'un régime IAD efficace et crédible doivent être fonction du profil de risque du pays considéré et de ses capacités en termes de ressources.
- **Il est essentiel de procéder à un examen crédible des informations produites par les déclarations des avoirs et des revenus** : les problèmes qui se posent en la matière tiennent à l'insuffisance des ressources internes et des capacités de gestion des données.
- Pour avoir un impact et être crédible, un système IAD doit pouvoir exercer, à la fois, une *menace crédible de détection* des infractions (notamment la non-divulgaration d'informations ou la soumission de données en retard/fausses) et une *menace crédible de répercussions* en cas d'infraction.
- **L'accès du public aux déclarations suscite un débat légitime** : concilier l'accès du public à l'information et le droit de la personne soumettant la déclaration à protéger sa vie privée est un problème auquel se heurtent la plupart des systèmes.

Méthodologie

Le guide est basé sur des études détaillées des systèmes IAD dans 10 pays et dans une région administrative spéciale, des analyses détaillées des réglementations IAD en vigueur dans 88 pays (voir <https://www.agidata.org/pam/> pour plus d'informations) et un examen de la documentation existante sur ce sujet. Les conclusions des études de cas reposent sur

les travaux de recherche et les entrevues menées avec les administrateurs de systèmes IAD, les responsables de l'action publique, des représentants de la société civile et des universitaires.

« Public Office, Private Interests: Accountability through Income and Asset Disclosure » est un projet de [l'Initiative pour la restitution des avoirs volés \(StAR\)](#), partenariat formé par la Banque mondiale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) afin de contribuer à éliminer les refuges pour les produits de la corruption et faciliter un recouvrement plus systématique et rapide des avoirs volés.

Pour plus d'informations, rendez-vous à l'adresse : www.worldbank.org/star